

de consultation. Les membres de la communauté des nations intéressées peuvent utiliser et utiliseront efficacement ces rouages, car ils reconnaissent tous le principe démocratique fondamental selon lequel les nations devraient régler leurs affaires par ententes mutuelles et non par la force. Le pacte sera sans doute efficace, parce que les nations signataires se font mutuellement confiance.

En outre, le traité pourra atteindre son objectif, parce qu'il accomplira ce que l'Organisation des Nations Unies n'a pas encore réalisé. Il donnera naissance à une force internationale prépondérante, assujétie à la loi qui protégera les membres du groupe tout en augmentant la liberté et la sécurité de l'ensemble de l'univers.

La portée du pacte peut et doit dépasser de beaucoup la simple disposition relative à la sécurité. Tout en maintenant la paix, le pacte peut favoriser le progrès. S'il est possible de tracer les grandes lignes et de jeter les fondements de cette collectivité internationale assez rapidement et efficacement pour en atteindre l'objectif immédiat, le pacte favorisera l'épanouissement de la liberté et de l'ordre partout. C'est donc avec la confiance que non seulement le Canada, mais avec lui toute l'humanité bénéficiera du traité, que j'ai l'honneur d'appuyer le projet de résolution tendant à en approuver l'avant-projet.

M. Jean-François Pouliot (Témiscouata): Ni Woodrow Wilson, ni Lloyd George ni Clémenceau à Paris, ni Aristide Briand ni le sénateur Dandurand à Locarno, ni Mackenzie King à Genève, n'ont mieux parlé que ne l'a fait ce soir le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Pearson). Il a divisé son discours en trois parties: en premier lieu, il nous a donné une leçon de géographie; en second lieu, il nous a servi une dissertation sur l'histoire universelle qui m'a rappelé le chef-d'œuvre de Jacques-Bénigne Bossuet; et, en troisième lieu, il nous a fait un cours de droit international.

N'étant pas doué d'éloquence, je m'efforcerai de traiter d'une manière pratique l'instrument qui est censé favoriser le bien-être de l'humanité. J'ai assisté cet après-midi à la séance d'un comité parlementaire, mais j'ai aussi suivi ce qui se passait à la Chambre. On y a prononcé de magnifiques discours: certains étaient énergiques, d'autres élégants, mais le ton du débat était plutôt académique. Je sais que le chef de l'opposition (M. Drew) s'est exprimé à peu près en ces termes. Bien entendu, je ne le cite pas textuellement: "Nous devrions passer en revue les circonstances qui ont entraîné l'échec des pactes antérieurs". C'est très bien dit. Toutefois, avant l'entrée du chef de l'opposition en cette enceinte, on nous a dit que le gouvernement

idéal, très supérieur à la république de Platon, c'était un gouvernement mondial, un gouvernement mondial à San-Francisco. J'ai éprouvé de vives inquiétudes lorsqu'a eu lieu la conférence de San-Francisco. Je ne sais pas quelle voix a présidé à la décision d'accorder le droit de veto aux grandes puissances. Tous ceux qui ont assisté à cette conférence portent une lourde responsabilité. Mais le pacte Stettinius renferme une autre erreur importante. Il s'agit de la distinction anormale, illogique, injuste, inhumaine entre grandes puissances et petites nations. Et plus tard nous entendons M. Vincent Massey affirmer que notre position internationale a été rehaussée puisque de petite nation, le Canada est devenu puissance moyenne.

Il me faut rendre un hommage spécial à la sincérité et à l'honnêteté de l'actuel premier ministre (M. St-Laurent) qui m'a dit qu'en vertu du pacte des Nations Unies, il n'y a pas de puissances moyennes, qu'il n'existe pas de puissances moyennes. Par conséquent, M. Vincent Massey, malgré son prestige de chancelier de l'Université de Toronto, d'ancien haut commissaire en Grande-Bretagne et d'ancien ambassadeur du Canada aux États-Unis, a trompé le *Canadian Club* à Montréal en lui disant que le Canada est passé du rang de petite puissance à celui de puissance moyenne. Ce n'était là que des paroles visant à leurrer les gens. Et que dire du gouvernement mondial, quand nous songeons au gouvernement qui existe présentement à Berlin? Pouvons-nous accepter un tel gouvernement? Pouvons-nous être gouvernés par les autres nations, dont la plupart sont décadentes ou barbares?

Jusqu'à présent, aucun progrès n'a été réalisé vers l'établissement de la paix, et c'est précisément parce que le pacte des Nations Unies a lamentablement échoué qu'on propose maintenant un autre système. Ce dernier donne lieu à des louanges comme celles qu'avaient occasionnées le traité de Versailles, le pacte de Locarno, le pacte Briand-Kellogg, ou la conférence de San-Francisco. Chaque fois, un progrès se dessine; chaque fois nous pressentons une avance; chaque fois, nous voyons le soleil de la paix se lever sur l'horizon, puis l'homme s'agite et Dieu le mène. Voilà ce qui arrive, et c'est pitoyable.

J'ai foi en la sincérité de mon chef le premier ministre (M. St-Laurent). Je crois que le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Pearson) a fait de son mieux. J'en dirai autant des chefs des autres partis représentés à la Chambre des communes. Ils ont tous prononcé d'excellents discours. Toutefois, combien d'éloquentes allocutions ont été prononcées depuis que les hostilités ont cessé